



TRIBUNE

Thierry Colomer

Spécialiste chez Secafi des questions de formation et d'élévation des compétences.

LA FORMATION, UN ENJEU COLLECTIF DE NÉGOCIATION

De l'idée de promotion sociale à celle de formation tout au long de la vie, les réformes de la formation professionnelle se succèdent depuis plus de 10 ans sans parvenir pourtant à en faire un enjeu central de la vie des entreprises. Comment expliquer cette dichotomie entre les ambitions et les résultats ?

Quel regard portez-vous sur les évolutions récentes en matière de formation professionnelle ?

Le langage touchant l'idée de formation professionnelle a considérablement évolué et, aujourd'hui, on est très loin de l'idée de promotion sociale prônée dans les années 70. Depuis la réforme de 2014, on met clairement en parallèle le besoin d'élévation en compétences des salariés avec la nécessité de préserver la compétitivité des entreprises. C'est acté dès l'ANI de 2013 annonçant la loi du 14 mars 2014 et cela bouscule les habitudes des acteurs de l'entreprise !

Qu'est-ce que cela implique concrètement ?

Pour les représentants du personnel et les directions d'entreprise, cela nécessite de travailler davantage en anticipation et en innovation autour de parcours de formation dédiés non seulement au développement de la performance globale du collectif de travail mais également au maintien dans l'emploi des travailleurs les plus fragilisés par ces évolutions.

Concrètement, la formation devrait devenir un enjeu de négociation, et plus seulement au moment d'un PSE, mais dans un temps plus long et intégré directement aux orientations stratégiques de l'entreprise.

Quels sont les moyens dont ils disposent ?

Essentiellement le dialogue social ! Les évolutions législatives récentes (et sans doute à venir) tendent à promouvoir des solutions issues de la concertation entre acteurs d'un même collectif de travail en tant que mode de régulation des rapports sociaux.

Bien plus que tous les organismes connus, l'entreprise constitue ce lieu où l'on se forme, où l'on apprend, où l'on est accompagné dans son parcours. Sauf qu'aucun des acteurs susceptibles de porter cette idée n'en est vraiment conscient ! Valoriser le collectif de travail en tant que centre de formation et de production de richesses, orienter les moyens vers ceux qui en ont le plus besoin : tels devraient être les axes directeurs de ces échanges.

Les moyens financiers existent mais ils sont insuffisamment orientés pour donner à chacun la possibilité de se développer dans un poste dédié et, *in fine*, pour lui permettre de s'épanouir dans son travail. ■

